

- Les autorités asiatiques sont de plus en plus sensibles aux risques croissants posés par les cryptomonnaies, avertit le FMI.
- Qu'en est-il en Europe ?
- Georges Hübner, professeur de finance à HEC Liège, se montre rassurant.

# Les cryptomonnaies menacent-elles la stabilité financière de l'Europe ?

Entretien Charlotte de Condé

Les cryptomonnaies sont de plus en plus en phase avec le système financier et les actions asiatiques, constatent des spécialistes du Fonds monétaire international (FMI) dans un article paru sur le blog de l'institution financière. En s'intéressant aux marchés indien, vietnamien et thaïlandais des cryptoactifs, ces experts observent que, si "les corrélations de rendement et de volatilité entre le bitcoin et les marchés boursiers asiatiques étaient faibles avant la pandémie, elles ont considérablement augmenté depuis 2020".

Ils pointent le fait que les investisseurs qui détiennent à la fois des cryptomonnaies et des actifs financiers traditionnels sont plus susceptibles de provoquer une volatilité des marchés financiers, "voire un défaut de paiement sur les engagements traditionnels", lorsqu'ils rééquilibrent leurs portefeuilles. "En conséquence, les autorités asiatiques sont de plus en plus sensibles aux risques croissants posés par les cryptomonnaies, dont l'adoption continue de se répandre."

Doit-on s'attendre au même phénomène en Europe ? Pour Georges Hübner, professeur de finance à HEC Liège - ULiège, aucune raison de paniquer : cette situation reste encore très localisée.

**De plus en plus de personnes détiennent des cryptomonnaies. Est-ce un danger pour la stabilité financière mondiale ?**

C'est clair qu'il y a eu un effet Covid : les cryptomon-

*"Il n'y a quasiment aucune banque (européenne) qui va investir de manière importante, et pour son compte propre, dans une cryptomonnaie."*

**Georges Hübner,**  
Professeur de finance  
à HEC Liège

naies ont vu leur capitalisation – leur équivalent en euros ou dollars – augmenter de manière très importante au cours des dernières années. Même si on est aujourd'hui aux alentours de 1 000 milliards de dollars de capitalisation, ce n'est pas encore extrêmement menaçant pour la stabilité mondiale en soi. Ce n'est pas encore un marché qui est de nature à mettre en danger la stabilité mondiale comme on a pu le voir en 2008 ou en 2011.

**Quels sont les risques pour les marchés asiatiques ?**

À certains endroits, il y a une forte augmentation de la détention de cryptomonnaies sous forme d'actifs en portefeuille. Certaines cryptomonnaies (dont l'étherum et le bitcoin) y sont vues comme des compléments utiles de portefeuille d'actions ou d'obligations. Avant, la diversification se faisait surtout avec l'or et certains métaux précieux. Maintenant, certaines personnes ont choisi de le faire avec ces cryptomonnaies. Et le phénomène, un peu embêtant, mis en exergue par les spécialistes du FMI est le fait que ce sont non seulement des individus qui le font dans le cadre de leur patrimoine privé, mais également des investisseurs institutionnels. Ça peut être très problématique car, étant donné l'importance des cryptomonnaies dans les portefeuilles domestiques de ces pays, ça peut avoir un effet déstabilisateur sur les marchés boursiers ou obligataires, les rééquilibrages de portefeuille les rendant plus volatils. Mais, de nouveau, on parle ici des marchés domestiques : cela ne risque pas de déstabiliser Wall Street ou Euronext. Par





ITJEAN LUC FLEMAIL

Le degré de maturité au niveau réglementaire concernant les cryptomonnaies est assez avancé en Europe.

exemple, le marché boursier thaïlandais est fortement influencé par l'évolution du cours du bitcoin, alors qu'il n'a rien à voir avec l'évolution de l'économie thaïlandaise dans son ensemble. Une chute de 10% du bitcoin ne veut pas dire que l'économie thaïlandaise vaut 10% moins cher. Le signal d'alarme tiré par ces spécialistes du FMI est de dire: "Attention, les gens ont peut-être une illusion monétaire trop importante avec les cryptomonnaies et leur font exagérément confiance par rapport à leur poids réel, ce qui peut avoir des effets sur la stabilité financière dans un certain nombre d'économies."

#### Le phénomène est-il possible en Europe ?

C'est très peu probable dans un horizon proche et même plus lointain. Les habitudes en matière d'investissement y sont plus conservatrices, surtout du côté des investisseurs institutionnels. Il n'y a quasiment aucune banque qui va investir de manière importante, et pour son compte propre, dans une cryptomonnaie: ça n'aurait aucun sens au niveau de la gestion de son bilan et des règles prudentielles qui s'appliquent. En outre, le degré de maturité que l'on a au niveau réglementaire et au niveau de la surveillance de ces cryptomonnaies est assez avancé. Il y a un ensemble de mécanismes de protection et de régulation qui font en sorte qu'on a quand même peu de chances qu'une grande quantité d'individus décident de posséder une grande quantité de cryptomonnaies dans leur portefeuille, au point que ça ait une influence sur les autres marchés.

## Inflation: la BCE est sur la même ligne que la Fed

■ La Banque centrale européenne est déterminée à juguler l'inflation.

Les banques centrales doivent agir avec "détermination" pour combattre l'inflation, "même au risque d'une croissance plus faible et d'un chômage plus élevé", a plaidé, samedi, Isabel Schnabel, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), lors de la réunion de Jackson Hole, aux États-Unis.

Vendredi, le président de la Réserve fédérale (Fed) américaine, Jerome Powell, avait prévenu que le retour à la stabilité des prix "prendra du temps" et "entraînera une longue période de croissance plus faible". La fermeté du patron de la Fed avait douché la reprise boursière (lire notre édition de samedi).

Trois facteurs plaident en faveur d'une lutte déterminée contre l'inflation, a expliqué Isabel Schnabel lors de la grand-messe annuelle des banquiers centraux dans l'Ouest américain: "l'incertitude quant à la persistance de l'inflation, les menaces pour la crédibilité de la banque centrale et les coûts potentiels d'une action trop tardive" contre la hausse des prix.

Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a lui aussi défendu une action déterminée de la BCE. "Nous pouvons avoir une approche graduelle, mais nous ne devons pas être lents et retarder la normalisation (de la politique monétaire, NdR) jusqu'à ce que des anticipations d'inflation plus élevées nous obligent à des relèvements de taux agressifs", a-t-il expliqué. "Ramener l'inflation à 2% est notre responsabilité. Notre volonté et notre capacité à tenir les engagements de notre mandat ne sont pas négociables", a déclaré le gouverneur français.

#### Nouvelle hausse de taux le 8 septembre ?

La hausse des prix à la consommation dans la zone euro a atteint en juillet le niveau record de 8,9% sur un an. Afin de l'endiguer, la BCE a relevé fin juillet d'un demi-point de pourcentage ses trois principaux taux directeurs, pour les porter entre 0 et 0,75%. Selon les observateurs, elle devrait à nouveau les relever lors de sa prochaine réunion de politique monétaire le 8 septembre, bien que la conjoncture se soit assombrie cet été dans la zone euro.

Pour François Villeroy de Galhau, le taux d'intérêt directeur neutre, compatible avec une croissance de long terme équilibrée, "se situe probablement entre 1 et 2%". Tout en reconnaissant que, "au moins pour l'Europe, les perspectives de croissance pour l'an prochain ont été revues à la baisse en raison des prix de l'énergie et du gaz ainsi que de l'évolution des taux de change", le gouverneur de la Banque de France n'exclut pas une hausse des taux au-delà du niveau neutre.

Les grandes banques centrales font face au dilemme de resserrer leur politique monétaire sans précipiter le ralentissement économique. Mais plusieurs responsables monétaires estiment que le risque d'être trop timoré face à l'inflation est plus grand que celui de frapper fort avec des hausses de taux marquées. (D'après AFP)

## EN BREF

### Justice

#### Scandale Cambridge Analytica : Facebook a conclu un accord

Selon un document judiciaire déposé vendredi auprès d'un tribunal de San Francisco, Facebook a soumis un "accord de principe" et demandé la suspension des procédures "afin de finaliser l'accord par écrit et de le présenter au tribunal". Le réseau social n'indique pas de montant, ni les termes de cet accord dans ce procès en nom collectif. Dans une procédure initiée en 2018, des utilisateurs de Facebook accusaient le réseau d'avoir enfreint les règles de protection de la vie privée en partageant leurs données à des tierces parties, dont la firme Cambridge Analytica, liée à la campagne présidentielle de Donald Trump en 2016. (Belga)

### Transport aérien

#### Forte hausse des vols en jets privés en Europe

Le nombre de vols effectués par des jets privés en Europe a augmenté de près d'un tiers ces derniers mois par rapport à 2019 (avant la pandémie de coronavirus), révèlent les données de l'European Business Aviation Association, qui regroupe les compagnies proposant des vols d'affaires. En juillet, le nombre de vols réalisés par des jets privés en Europe a augmenté de 30% pour atteindre près de 179 000 vols. C'est à Londres qu'a été enregistré le plus grand nombre de vols privés (plus de 12 000 en juillet). Les destinations les plus populaires sont Paris, Ibiza (Espagne) et Mykonos (Grèce). (Belga)

### Conjoncture

#### Les économistes des grandes banques belges sont inquiets

Plusieurs banques belges ont abaissé leurs prévisions de croissance pour l'économie belge ces derniers jours, rapportaient samedi *L'Écho* et *De Tijd* sur base d'une enquête. Des révisions principalement liées aux prix très élevés de l'énergie, eux-mêmes influencés par la crainte de pénuries. Les cinq banques interrogées prévoient toutes une croissance nulle au troisième trimestre. Quatre des cinq – BNP Paribas Fortis faisant exception – prévoient une contraction de l'économie au quatrième trimestre. La prévision de croissance moyenne des banques pour toute l'année 2023 est d'à peine 0,2%, contre 2,4% pour 2022. (Belga)